

# **Pour une autre relation de la France avec l'Afrique**

## Appel de la société civile africaine aux candidats à l'élection présidentielle

Appel finalisé lors du Forum social mondial de Nairobi, 20-25 janvier 2007  
Lancé le 12 février 2007 en ouverture du Sommet citoyen France-Afrique, Paris

Alors que la campagne présidentielle s'ouvre en France, Jacques Chirac convie ses amis, chefs des ex-colonies africaines, à une messe festive à Cannes (France), les 15 et 16 février 2007. En signe d'adieu, il leur délivrera son satisfecit pour leur collaboration à maintenir l'Afrique dans l'illusion démocratique et le sous-développement. Nous espérons que son départ probable marque la naissance d'une nouvelle époque dans les relations entre la France et l'Afrique.

L'Afrique n'est pas pauvre. Elle dispose d'importantes ressources pour nourrir, soigner, éduquer et offrir des emplois à ses enfants ; mais elle n'arrive pas à se relever de siècles d'exploitation. Après la traite de ses fils et la colonisation, les clans au pouvoir, les Etats étrangers et les multinationales ont confisqué sa souveraineté, attisé des conflits meurtriers et pillé ses ressources de façon éhontée.

Ce n'est pas un hasard si, partout dans l'ex-Empire colonial français, des bruits sourds de mécontentement s'élèvent contre la politique de la France. Car si les dirigeants africains sont les premiers responsables de la situation sociale et politique dramatique du continent, la France officielle porte également une lourde responsabilité. Sa politique favorise le maintien au pouvoir de chefs d'Etat dépourvus de toute légitimité, de vision prospective et dont les traits communs restent le pillage, le gaspillage des ressources publiques, les massacres d'innocents, l'incarcération des adversaires politiques, l'instrumentalisation de la justice, la manipulation des processus électoraux et l'indifférence ostentatoire face à la misère criante de leur population...

Cette politique, entretenue au mépris des lois, de la justice et de l'universalité des droits de l'Homme, a ruiné le capital d'espérance de nos populations et confiné nos peuples dans une situation de dénuement sans précédent. Des milliers de jeunes au cœur meurtri, privés de toute perspective chez eux, désertent le continent à la recherche d'un univers plus clément. L'Europe, plus proche, reste leur destination favorite, mais leur aventure échoue trop souvent dans le désert, dans le ventre de la Méditerranée ou de l'Atlantique, ou encore sous les balles assassines aux frontières du vieux continent. Ceux d'entre eux qui ont la grâce d'accéder au territoire de l'Europe ont rendez-vous avec la politique de l'humiliation : les tracasseries policières, les zones d'internement, les charters ou des conditions de vie déshumanisantes.

Le développement de l'Afrique est d'abord de notre responsabilité, mais nous croyons qu'une relation fructueuse avec la France est possible. Les liens que nous entretenons avec le peuple français et certaines évolutions positives de la politique française, par exemple en République démocratique du Congo ou dans le soutien à la société civile, le démontrent.

Toutefois, un tel renouveau n'est concevable que si les fondements de cette relation sont assainis. La France doit assumer son passé en Afrique : il faut en finir avec les heures noires de la Françafrique, avec le soutien aux régimes autoritaires et avec l'impunité. La souveraineté des Etats africains doit être affirmée et les intérêts respectifs de nos pays, clairement affichés. La France doit cesser toute ingérence dans les affaires militaires, politiques et économiques des Etats africains, notamment en renonçant à dicter la politique monétaire des pays de la zone CFA, dont elle héberge les réserves et les comptes d'opération. Enfin, nous n'envisageons pas une relation respectueuse entre nos pays tant que continueront les politiques répressives et sélectives de l'immigration.

Saisissant l'occasion de ce 24<sup>ème</sup> Sommet Afrique France, nous, organisations de la société civile africaine, lançons un appel solennel à tou(te)s les candidat(e)s à l'élection présidentielle française pour construire, sur la base de la vérité, de la justice, de la légalité et de la liberté, un nouveau contrat de générations entre la France et l'Afrique. Nous appelons en particulier les candidats à :

- Poser des actes forts dès le début du mandat pour marquer l'entrée des relations entre la France et l'Afrique dans une nouvelle ère, ce qui suppose en particulier de :
  - Reconnaître les responsabilités de la France dans les dégâts et les traumatismes causés par la colonisation et la politique néo-coloniale, en particulier dans le génocide au Rwanda ;
  - Publier les accords militaires et de coopération qui lient la France et certains pays ;
  - Saisir et restituer les biens mal acquis et les avoirs détournés par nos dirigeants et leurs complices.
  
- Instaurer des règles commerciales et économiques internationales transparentes et qui bénéficient à toutes les populations africaines, ce qui implique de :
  - Suspendre les négociations sur les accords de partenariat économique, par lesquels l'Union européenne impose la libéralisation commerciale, et les reprendre en tenant compte des intérêts exprimés par les sociétés africaines ;
  - Réglementer les industries extractives et obliger les entreprises françaises opérant dans ce secteur à respecter les normes environnementales et sociales et à publier ce qu'elles versent aux Etats africains ;
  - Annuler la dette publique de nos Etats sans autre condition que le contrôle des citoyens sur les fonds récupérés.
  
- Accroître l'effort de solidarité de la France avec l'Afrique, notamment en appui aux initiatives concourant à la démocratisation, au renforcement de l'Etat de droit et au respect des principes universels des droits de l'Homme en Afrique.

Nous savons que le peuple français attend beaucoup des prochaines élections. Sachez qu'en Afrique, nous serons des millions à les suivre attentivement. Vous avez une occasion historique d'engager votre pays dans un nouveau contrat de génération avec les peuples de nos pays.

## Organisations signataires

127 organisations et réseaux de 20 pays différents, certains réseaux regroupant eux-mêmes des dizaines d'organisations.

Afrique Verte Burkina	BURKINA FASO
Agages Management Consultants	CAMEROUN
Alternative Mauritanie (AM)	MAURITANIE
Alternative Niger	NIGER
AMAPEF (Association Malienne pour la Promotion des Entreprises Féminines)	MALI
AMPH	MAURITANIE
ASFED (Assistance aux femmes et enfants en difficulté)	MAURITANIE
ASSAPSU	COTE D'IVOIRE
Association de Lutte contre les Violences faites aux Femmes	CAMEROUN
Association des Scouts et Guides de Mauritanie	MAURITANIE
Association Djoliba Hommes et Développement (ADHD)	MALI
Association Mouvement TWIZA	MAROC
Association pour la promotion des libertés fondamentales au Tchad (APLFT)	TCHAD
Association pour la Reconstitution de l'Environnement et le développement Social (ARDE)	MAURITANIE
Association sénégalaise de femmes pour l'entre aide et le développement.	SENEGAL
Association Timoulay Izder pour le développement	MAROC
BELACD-SARH	TCHAD
Besafca	CAMEROUN

Bureau de Liaison d'Institution de Formation Rural (BIMTT)	MADAGASCAR
CADD	BENIN
CADTM - Togo (Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers-monde)	TOGO
CAPAD (Collectif des Associations Paysannes pour l'Auto Développement)	BURUNDI
Caritas Cameroun	CAMEROUN
CARITAS Congo	CONGO BRAZZAVILLE
Caritas Développement Congo	R.D.CONGO
Caritas Kaolack	SÉNÉGAL
Caritas Madagascar	MADAGASCAR
Cause Rural	RDC
CENJP (Commission Episcopale Nationale Justice et Paix)	TOGO
Centrale Syndicale du Secteur Public	CAMEROUN
Centre Concerté de Développement (CECODEV)	CAMEROUN
Centre de Formation Agricole et Sociale Soanavela Mahitsy	MADAGASCAR
Centre de Formation et de transit d'Agriculteurs Migrants (Association ZOMA)	MADAGASCAR
Centre Djoliba	MALI
CEPAREC (Centre pour le partenariat, l'appui et le renforcement des capacités)	CONGO-BRAZZAVILLE
CERAD Antenne de Maroua	CAMEROUN
Cercle d'Animation et de Développement de la Recherche en Education	BENIN
CERIDA (Centre d'étude et de recherche pour l'intégration régionale et le développement de l'Afrique)	GUINEE
CGTM (Confédération Générale des Travailleurs de Mauritanie)	MAURITANIE
Ci-Biti / Air Libre	SENEGAL
CIPAX-AMAHORO(Consortium d'Interpellation pour la Paix-Amahoro)	RWANDA
Coalition Congolaise Publiez Ce Que Vous Payez	CONGO BRAZZAVILLE
Coalition des Alternatives Africaines Dette et Développement CAD	MALI
Coalition Publiez Ce Que Vous Payez Mauritanie	MAURITANIE
CODAS Caritas Maroua	CAMEROUN
CODAS/Caritas Yagoua	CAMEROUN
Commission diocésaine Justice et Paix de Bukavu	RDC
Commission Justice et Paix	CONGO BRAZZAVILLE
Commission Justice et paix	RDC
Commission Justice et Paix de la paroisse St Martin à Mpese	RDC
Commission Justice et Paix Pointe-Noire	CONGO-BRAZZAVILLE
Commission Justice et Paix/ACERAC	CAMEROUN
Comité de suivi paix et réconciliation	TCHAD
Confédération des Syndicats du Burundi "COSYBU »	BURUNDI
Confédération des Syndicats Autonomes du Sénégal (CSA)	SENEGAL
Confédération des travailleurs et des travailleuses des Comores (CTC)	COMORES
Confédération générale des cadres du Togo	TOGO
Congrégation des Petites Soeurs de l'Assomption	MADAGASCAR
Congrégation des Soeurs du Christ Rédempteur	BURKINA FASO
Conseil Villageois de Développement	RDC
Coordination démocratique de la société civile du Niger (35 organisations membres)	NIGER
CROISADE (Comité de Réflexion et d'Orientation Indépendant pour la Sauvegarde des Acquis Démocratiques)	NIGER
CRONGD Kasai oriental	RDC
CRTC	ANGOLA
CSAGE (Centre de Services et d'Appui conseil en Gouvernance et en Etudes pour le développement)	MALI
CyberForum de la Société Civile	MAURITANIE
Droits et devoirs démocratiques	
Dynamique citoyenne (250 organisations membres)	CAMEROUN
Equipes Enseignantes	BENIN
Equipes Enseignantes	RWANDA
Equipes Enseignantes	SENEGAL
Fédération des Congolais de la Diaspora (Congo-Brazzaville)	FRANCE
Fédération des travailleurs africains en France (FETAP)	FRANCE
FESADE (Femmes – Santé - Développement)	CAMEROUN
Fi'se'ma	MADAGASCAR

FONADH (Forum des organisations nationales des droits humains, 17 membres)	MAURITANIE
Fondation Conseil Jeune (FCJ)	CAMEROUN
FONG-GUINEE (Fédération des ONG)	GUINEE
Forum national Dette et pauvreté (FNDP)	COTE D'IVOIRE
FOSCAM (Fédération des Organisations de la Société Civile Camerounaise)	CAMEROUN
FUCOPRI	NIGER
GAERN Kasai oriental	RDC
GEED Foundation	CAMEROUN
GENC	CAMEROUN
GERDDES - Mauritanie	MAURITANIE
Human Rights Watch Cameroun	CAMEROUN
IADS	MALI
INADES - Formation	BURKINA
IRPAD / Afrique (Institut de recherche et de promotion des alternatives en développement)	MALI
Jeunesse agricole de Beoumi	COTE D'IVOIRE
JEURAC (Jeunesse Rurale Active)	CAMEROUN
KUNTUALA	ANGOLA
Liga Jubileu 2000 Angola - LiJuA	ANGOLA
MCDDH (Mouvement Citoyen pour la Démocratie et les Droits de l'homme)	NIGER
Mer Propre	MAURITANIE
MIJARC Afrique	CAMEROUN
Mouvement Alliance Paysanne (MAPTO)	TOGO
OCDI (Organisation de la charité pour un développement intégral)	TOGO
OJVS (Organisation de Jeunes Vivants avec le VIH /SIDA)	RDC
ONG AZHAR Kidal	MALI
OREPI (Organisation des éditeurs de la presse indépendante)	TOGO
ORIZAMENTO	ANGOLA
PACT Ségou	MALI
PADA (Programme Agriculteurs pour le Développement Agricole)	RDC
PAIPS	COTE D'IVOIRE
PREFED - Burundi (Programme Régional de Formation et d'échange pour le Développement)	BURUNDI
PREFED - Rwanda	RWANDA
Public Concern	CAMEROUN
RACED Cameroun	CAMEROUN
RECSY UE/ACP	COTE D'IVOIRE
REPPACT (Réseau pour la promotion de la paix et de la citoyenneté au Tchad)	TCHAD
Réseau des Organisations pour la Transparence et l'Analyse Budgétaire (ROTAB) - Publiez Ce Vous Payez Niger	NIGER
Réseau régional des horticulteurs de Kayes (RHK, 40 organisations membres)	MALI
RPDH (Rencontre pour la paix et les droits de l'homme)	CONGO-BRAZZAVILLE
Service National Justice et Paix (SNJP) de la Conférence Episcopale Nationale	CAMEROUN
Service Oecuménique pour la Paix	CAMEROUN
SIN-DO (Organisation pour les Droits Sociaux et Economiques des Femmes et des Enfants)	BENIN
Socidéc (solidarité pour le civisme et le développement au Congo)	RDC
Solidarité et Action pour le Développement durable	TOGO
SOS - Civisme	NIGER
SOS - Esclaves	MAURITANIE
SOS Médecins	CAMEROUN
Syndicat exécutant le redressement écono-social de Madagascar (SEREMA)	MADAGASCAR
Synergie Paysanne	BENIN
Union des Syndicats du Tchad	TCHAD
Volontaires du Développement	CAMEROUN
Xavières Korhogo	COTE D'IVOIRE